



**Le président applique la politique scolaire du
Rassemblement National...
La ministre de l'Éducation nationale insulte l'école
publique...
Ça suffit !**

Depuis plusieurs mois, Emmanuel Macron affirme que l'école est un enjeu central pour l'avenir de la France. Lors d'une conférence de presse taillée sur mesure pour ne pas le mettre en difficulté, après avoir proclamé que « la France doit rester la France » en reprenant un slogan d'extrême droite, il a déroulé un certain nombre de mesures pour l'école. On peut retenir entre autres la confirmation de l'expérimentation de l'uniforme, dont aucune étude ne prouve son efficacité, et sa possible généralisation en 2026 et la généralisation du Service National Universel (SNU) en classe de Seconde. Tout cela s'ajoutant à la mise en place des groupes de niveau en Français et en Mathématiques au collège annoncée par l'ancien ministre de l'Éducation nationale – nouveau premier ministre - en décembre 2023.

Il faut désormais se rendre à l'évidence : E. Macron et ses ministres mettent aujourd'hui très largement en œuvre le programme scolaire du Rassemblement national. Avec la logique du « réarmement civique de la nation » au relent militariste, le macronisme s'entête à détruire le service public de l'Éducation à un niveau de violence sociale inédit, construit une école du tri social et du renforcement des inégalités et applique une politique profondément réactionnaire et autoritaire qui traite tout un pan de notre jeunesse comme une classe dangereuse à mater. C'est une politique inacceptable et dangereuse qui ne fait que renforcer le risque néofasciste que représente l'extrême droite en France.

Au même moment, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale insultait l'école publique et accumulait les mensonges pour tenter de justifier l'inscription de ses enfants dans une école privée élitiste des beaux quartiers parisiens dont elle faisait l'éloge. Ecole privée qu'un rapport de l'Inspection générale met en cause pour de graves dysfonctionnements notamment autour de propos homophobes et sexistes, criminalisant l'avortement et ne respectant pas la liberté de conscience des élèves. Ce séparatisme social assumé disqualifie complètement la ministre de l'Éducation nationale pour mener à bien sa mission au service de l'Éducation nationale.

La CGT Educ'Action 06 condamne l'ensemble de ces attaques contre le service public de l'Éducation et exige la démission de la ministre Oudéa-Castera.

La CGT Educ'Action 06 combat la politique réactionnaire menée par E. Macron et ses gouvernements et appelle les personnels de l'Éducation nationale à se mobiliser dans les écoles et les établissements pour empêcher leur mise en œuvre en usant pleinement de leur liberté pédagogique.

Nous ne pouvons plus supporter que les pouvoirs publics maltraitent l'école publique, ses personnels et ses élèves.

Nous ne voulons pas d'uniformes, de groupes de niveau ou de SNU mais des moyens, du temps et de la sérénité pour construire une véritable école de l'émancipation et de l'épanouissement des élèves.